

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GARNIER ET FILS (Sarcelles)

10 rue du Vignolle
95200 Sarcelles

Références : ud95-2024-0904
Code AIOT : 0006513231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement GARNIER ET FILS (Sarcelles) implanté 10 rue du Vignolle 95200 Sarcelles. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARNIER ET FILS (Sarcelles)
- 10 rue du Vignolle 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006513231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GARNIER ET FILS située à Sarcelles a été rachetée par le groupe PAPREC en juillet 2022. Le site hébergeait historiquement des activités de stockage, transit et traitement de déchets

relevant de la nomenclature des installations classées. L'activité du site est organisée en trois pôles :

- les métaux ferreux et non ferreux (collecte, tri, traitement par cisaillement en matières premières secondaires) ;
- les D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) – collecte, tri, démantèlement ;
- les déchets papiers, bois, cartons (tri, transit).

Le site est soumis à autorisation et son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 917/2009 du 5 novembre 2009, complété en dernier lieu par l'arrêté complémentaire n°IC-21-078 du 16 septembre 2021.

En particulier, l'exploitant est autorisé à recevoir et à stocker des déchets dangereux au titre des rubriques 2710-1 et 2718 (quantités autorisées respectivement fixées à 25 t et 49 t hors D3E).

Depuis le rachat par PAPREC, l'activité du site est recentrée sur le secteur de tri transit de fer et métaux. L'activité D3E est définitivement arrêtée. L'activité DASRI est en sommeil et pourrait reprendre si nécessaire.

Le site héberge maintenant l'activité maintenance du groupe (PAPREC TECHNIQUE) dans les anciens locaux utilisés pour l'activité D3E

La société est implantée dans le parc d'activité du Val de France, au 10 rue du Vignolle à Sarcelles (95200), sur un site de 2,8 ha dont elle est propriétaire, entièrement clôturé.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets stocké	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1.2.2	Sans objet
3	Contrôle des installations électriques	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.3	Sans objet
4	Accès des services de secours	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.1	Sans objet
5	Moyens	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention	16/09/2021, article 7.5.3	
6	Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas identifié de non-conformités particulières. L'exploitant devra apporter des éléments complémentaires sur la gestion des eaux d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Quantité de déchets stockés
Constats : <p>En date du 12 novembre 2024, les quantités de déchets non dangereux stockés sur le site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 t de DIB (pour 2 400 t autorisé) ; • 530 t de déchets de métaux (pour 6 500 t autorisé) ; • environ 9 t de déchets non dangereux en mélange (papier, carton, bois...) (pour 55 t autorisé). <p>Les quantités de déchets dangereux stockés sur le site sont devenues négligeable et se concentrent uniquement sur les batteries plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucun VHU pour 100 t autorisé : l'activité est arrêtée sur le site ; • 0.5 t de D3E (avant et après démantèlement) pour 625 t autorisées : l'activité est totalement arrêtée et transférée sur le site Paprec D3E de Sarcelles ; • 0 t de GEM Froid pour 6 t autorisé : activité arrêtée ; • 0 t d'écrans (écrans CRT, plats, réemploi ou non) pour 25 t autorisé : activité arrêtée ; • environ 10 t de batteries (autres déchets dangereux) pour 49 t autorisé ; • aucun tube cathodique (pour 20 t autorisé): activité arrêtée ; • 0 t de tubes fluorescents / lampes à décharge (pour 3 t autorisé) : activité arrêtée ; • 0 t de condensateurs (sans PCB) (pour 0,2 t autorisé) : activité arrêtée ; • 0 t d'huiles (pour 1,4 t autorisé) : activité arrêtée. <p>L'activité de transit de DASRI, objet du dernier arrêté préfectoral complémentaire n'est pas en activité mais PAPREC conserve la possibilité de stocker des DASRI.</p> <p>PAPREC a transmis un porté à connaissance le 13 septembre 2024 visant à modifier le classement du site en supprimant l'activité DEEE du site.</p>

Conformément à la stratégie du groupe PAPREC évacue les stocks tous les mois. Les quantités stockées constatées lors de la visite ont notablement diminué par rapport à l'état antérieur. La quantité moyenne mensuelle est de l'ordre de 400 t de déchets de métaux.

PAPREC a traité environ 14 000 t de déchets de métaux ferreux et 780 t de métaux non ferreux en 2024.

Ces déclarations et ces chiffres sont cohérents avec l'état du site constaté lors du tour de terrain au cours de l'inspection ainsi qu'avec la quantité de stock constatée visuellement.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Conditions de stockage

Constats :

L'ensemble des déchets stockés à l'extérieur sont entreposés sur une hauteur ne dépassant pas 6 m. En tout état de cause, les tas de stock ne dépassent pas la hauteur de la clôture des installations.

Les aires de stockage des déchets entrant sur le site sont revêtues de surfaces imperméables (bétonnées) munies de dispositifs de collecte des eaux et des fuites.

Le remplacement des séparations métalliques des stockages est en cours par la mise en place de blocs bétons. Ceci améliorera sensiblement le cantonnement en cas d'incendie.

La prescription contrôlée est respectée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Contrôle des installations électriques

Constats :

L'exploitant disposait jusqu'en 2023 d'un contrat annuel de contrôle avec BUREAU VERITAS,

<p>comprenant la vérification des installations électriques. Le dernier contrôle de BUREAU VERITAS a été réalisé le 8 décembre 2023. Le contrôle Q19 par thermographie a lui été réalisé en janvier 2023. Le prestataire a changé. Un contrôle des installations électriques par L'APAVE était en cours le jour de l'inspection.</p> <p>Le rapport d'intervention de 2023 a été présenté en séance. Il en ressort que seules quelques remarques ont été faites, mais aucune non-conformités n'a été relevée. Le suivi des non-conformités est traité via la GMAO du site, sous la responsabilité du responsable d'agence.</p> <p>L'exploitant indique que du fait de la triple certification du site ISO 45001 , 14001 et 9001, le suivi des non-conformités de toutes sortes est contrôlé par audit externe ou interne au moins une fois par an.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Accès des services de secours</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose dans une boîte fermée à l'entrée et dans le bureau du pont bascule du site d'un PDI mis en place en juin 2024 et mis à jour en septembre 2024 précisant les voies d'accès aux différents points importants du site et aux zones à risques.</p> <p>Ce document a été présenté à l'inspection. Il devrait être présenté pour information et avis au SDIS d'ici quelques semaines. Ce document n'apporte aucune remarque importante de l'inspection si ce n'est quelques améliorations à apporter sur sa lisibilité (annotations trop petites donc difficilement lisibles).</p> <p>Le site dispose d'un seul accès, par un portail large (suffisamment large pour permettre le croisement de deux semi-remorques). La zone d'activité du site et de stockage est quant à elle accessible par deux itinéraires, disposés de part et d'autre de l'ensemble des bâtiments du site.</p> <p>Lors du tour de terrain du site, il a été constaté que les voies d'accès étaient dégagées et accessibles sur l'ensemble du périmètre du site.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur le site des moyens d'intervention suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de RIA répartis sur le site ; afin de gagner en temps d'intervention en cas de départ de feu certains sont déroulés en permanence ; • des extincteurs (répartis sur tout le site) ; • plusieurs poteaux incendie : un premier implanté sur le site (et contrôlé tous les ans) et 3 autres situés à l'extérieur pour lesquels l'exploitant a du mal à obtenir de la mairie de Sarcelles les certificats de débits ; • des réserves de sables. <p>L'exploitant a précisé qu'il a mis en place une organisation visant à la fois à réduire les risques de départ de feu mais également à fiabiliser l'organisation en cas d'incendie.</p> <p>Pour la prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'une causerie sécurité quasi journalière ; • mise en place de rondes de fin de journée avec un registre ; • mise en place de rondes complémentaires post permis de feu ; • organisation de 4 exercices incendie et 2 exercices d'évacuation par an ; • une caméra thermique mobile a été présentée à l'inspecteur. <p>Pour la gestion en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcement de la formation des agents à la sécurité incendie ; • renforcement de la formation des gardiens à la sécurité incendie ; • déploiement permanent de moyens d'extinctions au plus près des zones à risque. <p>L'inspection a noté une bonne culture d'entreprise sur la gestion du risque incendie de son installation.</p> <p>Afin de renforcer la surveillance incendie pendant les heures de fermetures, une caméra thermique rotative sur un mat va être ajoutée d'ici juin 2025.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat de vérification et d'entretien des moyens d'intervention réalisé</p>

par la société PARFAM. Les résultats ont été présentés en séance. Le suivi des actions est intégré dans la GMAO du site au même titre que les contrôles électriques.

Les moyens d'extinction ont été contrôlés par sondage pendant la visite de site. Aucun élément n'a été trouvé non vérifié.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Confinement des eaux d'extinction

Constats :

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont collectées comme les eaux pluviales et confinées sur le site. Elles rejoignent le réseau de collecte, puis les deux cuves enterrées de respectivement 470 et 475 m³. En temps normal, chaque cuve est équipée de deux pompes de relevage qui permettent, en fonction du niveau dans la cuve, d'envoyer les eaux vers le séparateur à hydrocarbures du site, et ensuite vers le réseau public communal. En cas de départ de feu, les pompes de relevage sont coupées pour garantir le confinement des eaux d'extinction, d'abord dans les deux cuves enterrées, puis dans les canalisations de collecte des eaux connectées à ces deux cuves, puis, si besoin, au droit de la dalle étanche de stockage extérieure du site.

La procédure interne prévoit que les responsables de la coupure des pompes sont le directeur du site, le responsable HSE ou le chef de chantier.

Les armoires électriques à partir desquelles s'effectue la coupure des pompes sont identifiées et situées dans des endroits a priori à l'écart des zones à risques d'incendie, en dehors des zones d'effets thermiques les plus importants, donc a priori accessibles en cas d'incendie.

L'exploitant a indiqué que le groupe PAPREC équipe maintenant tous ces sites d'une coupure générale électrique au niveau du TGBT du site via un arrêt d'urgence. De ce fait, les pompes de relevage se trouvent automatiquement coupées. L'inspection demande donc à PAPREC de réaliser un diagnostic de l'impact de ce dispositif d'arrêt d'urgence ajouté sur l'ensemble des équipements de sécurité et de secours du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande donc à PAPREC de fournir des éléments complémentaires suite à cette modification des dispositifs de coupure générale de l'alimentation électrique en vérifiant en particulier l'impact positif ou négatif sur les moyens de sécurité et de secours de site. PAPREC devra préciser quels moyens techniques et organisationnels il propose de mettre en œuvre si cela

s'avère nécessaire afin de garantir les obligations liées aux différentes prescriptions de l'AP d'autorisation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois